

Questions orales

Je tiens à dire à tous les Canadiens que l'Accord de libre-échange va nous apporter des possibilités nouvelles, des emplois nouveaux, un avenir meilleur pour le Canada.

* * *

LA FISCALITÉ**LE RÉGIME FISCAL DES SOCIÉTÉS**

M. Simon de Jong (Regina—Qu'Appelle): Monsieur le Président, encore une fois le gouvernement a gravement induit en erreur la population canadienne. Le ministre des Finances (M. Wilson) avait promis l'an dernier que sa réforme fiscale serait marquée au coin de l'équité fiscale. Il avait promis que les Canadiens moyens bénéficieraient d'un allègement fiscal tandis que les impôts des sociétés seraient augmentés. Or les chiffres publiés la semaine dernière par son ministère disent tout le contraire.

Depuis avril de cette année, la part de la charge fiscale supportée par les particuliers a augmenté de 11 p. 100 pour passer à 26,8 milliards, alors que les recettes fiscales en provenance des sociétés avaient diminué de 10 p. 100 pour tomber à 4,7 milliards. Voilà qui en dit long sur l'équité fiscale et la suppression des échappatoires ouvertes aux entreprises.

Avant que le ministre ne cherche à réduire son déficit, permettez-moi de lui conseiller de regarder d'abord du côté de ses amis les chefs d'entreprises et des abus fiscaux qui se produisent devant son nez. Les Canadiens ne supporteront pas d'avoir à payer plus d'impôts alors que les riches et les grosses sociétés profitent d'un régime fiscal pourri.

* * *

LES CANAUX**LE CANAL WELLAND—ON S'OPPOSE AU PROJET DE VENDRE DES TERRES ADJACENTES AU CANAL**

M. Gilbert Parent (Welland—St. Catharines—Thorald): Monsieur le Président, la Commission de la promenade du canal Welland a été créée au début des années 80 pour rationaliser l'utilisation du vieux canal Welland et des terres adjacentes.

Pendant des années, une succession d'administrateurs, dirigés par M. Willard Wright, premier président de la commission, et par M. Andy Carse, président actuel, ont multiplié leurs efforts pour s'acquitter de ce mandat.

Or, j'ai appris que les membres de la commission allaient recevoir bientôt un rapport recommandant la vente des terres adjacentes au canal à des promoteurs

afin de permettre la construction d'habitations en copropriété ou d'appartements. Conformément aux propositions faites dans ce rapport, les promoteurs pourraient se porter acquéreurs des terres jusqu'aux rives du canal lui-même.

Je m'oppose catégoriquement à la vente de ne serait-ce qu'un pied carré des terres jouxtant le canal et j'informe respectueusement la Chambre de mon intention de surveiller de près l'évolution de ces projets et de tenir mes électeurs au fait de toute initiative visant la vente de ces terres.

QUESTIONS ORALES*[Traduction]***LE COMMERCE EXTÉRIEUR****LE DROIT IMPOSÉ PAR LES ÉTATS-UNIS SUR LES BARDEAUX DE CÈDRE**

L'hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Hier, au cours de la toute première période des questions de cette nouvelle législature, le ministre du Commerce extérieur a déclaré, comme en témoigne la page 37 du hansard, qu'il trouvait fort regrettable qu'on ait négligé de conseiller au président Reagan de revenir sur l'initiative concernant les bardeaux de cèdre. Ainsi, pour quelles raisons le premier ministre n'a-t-il pas invité directement le président Reagan à supprimer le droit en question?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Mr. Speaker—M. le Président . . .

Des voix: Oh, oh!

Mme Copps: Vous pouvez l'appeler comme cela.

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Et c'est reparti.

M. Crosbie: Bien entendu, c'est là le terme français.

Le premier ministre et d'autres membres du gouvernement ont présenté des instances vigoureuses aux autorités américaines, en écrivant notamment à M. Yeutter et au Président lui-même. Nous avons formulé des instances fermes relativement à la question des bardeaux, à l'instar de notre ambassadeur à Washington, comme on pourrait s'y attendre. Bien entendu, le Président a apporté quelques légères améliorations relativement à cette question.

M. le Président: Le très honorable chef de l'opposition.

M. Turner (Vancouver Quadra): «Oui, Monsieur le Président.»